



Trafic international

Bulletin électronique

MONDE: le trafic des drogues après le 11 septembre...

Les attentats dont ont été la cible les États-Unis ont non seulement des conséquences diplomatiques et militaires, mais également dans de nombreux autres domaines comme le trafic aérien, l'activité touristique ou les cours de la bourse. La situation mondiale de l'après 11 septembre paraît avoir également un impact sur la production et le trafic des drogues.

On sait qu'à la suite d'un décret interdisant la culture du pavot publié par le chef des taliban, le Mollah Omar, à la fin du mois de juillet 2000¹, ces dernières avaient pratiquement disparu des grandes zones de production de l'Afghanistan, les provinces de l'Helmand et du Nangahar, contrôlées par ses fidèles. Une étude de terrain du PNUCID² menée dans ces provinces au début de l'année 2001 ainsi que dans les autres régions sous contrôle des taliban, fait apparaître que les surfaces cultivées y sont passées de 71 000 hectares en 2000 à seulement 27 h en 2001. La pénurie d'opium a fait qu'au printemps le prix de cette matière première de l'héroïne a été multiplié par dix (de 50 à 500 dollars US le kilo).

Or, depuis le 11 septembre, ils sont tombés à 250 dollars. Cette chute n'a pas pour cause, comme on pourrait le croire, la fermeture de la frontière du Pakistan. En effet, selon une source « oculaire » de DTI, le flot de marchandises de contrebande est toujours aussi intense entre les deux pays. La baisse des prix serait due à l'anticipation de deux phénomènes de la part des trafiquants : d'une part le fait que les taliban, qui ont d'autres soucis, ne renouvelleraient par leur interdiction de semer ; d'autre part, les

paysans dont la situation s'est considérablement aggravée depuis le 11 septembre déclarent qu'ils vont semer de nouveau le pavot à partir de la mi-octobre. La conjonction de ces deux phénomènes permettrait aux opérateurs des laboratoires de renouveler leur stock au printemps prochain. La campagne militaro-diplomatique contre l'Afghanistan aura probablement pour conséquence de voir ce pays retrouver sa place de premier producteur mondial d'opium qu'il avait perdu au profit de la Birmanie.

Les événements du 11 septembre paraissent également avoir un impact important en Russie. À la fin du mois de septembre, on observait à Saint-Petersbourg ainsi que dans l'ensemble de la Fédération de Russie, la quasi-disparition de l'héroïne. Cette situation a probablement pour cause le renforcement des contrôles par les troupes russes de la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan, la principale voie d'approvisionnement en opiacés du marché russe.

Étanchéité de la frontière mexicaine

On observe un phénomène semblable à la frontière mexicaine où la Douane et la Garde nationale des

États-Unis ont considérablement renforcé les contrôles. Depuis le 11 septembre, alors qu'une vingtaine de véhicules transportant de la drogue étaient interceptés chaque jour à San Diego et El Paso (sur les 75 000 qui traversent la frontière au niveau de ces villes), ce chiffre est tombé à un ou deux depuis la mi-septembre³. De même, à l'aéroport international de Tijuana, alors que les douaniers effectuaient des saisies chaque jour, seules deux petites quantités d'héroïne ont été découvertes entre le 11 et le 23 septembre. Selon des services de renseignement mexicains, les stocks de cocaïne, d'héroïne et de marijuana, s'accumulent à la frontière, ce qui pourrait entraîner une baisse des prix de ces drogues au Mexique et leur hausse aux États-Unis, avec un impact probable, mais avec un effet inverse, sur la consommation dans les deux cas.

Il est probable que cette situation va entraîner un renforcement de l'utilisation des routes des Caraïbes en direction des États-Unis et de l'Europe, observable depuis la fin de l'année 2000. Cependant, le 2 octobre, près d'une tonne de marijuana a été saisie à la frontière entre l'État mexicain de Sonora et l'Arizona. Selon les douaniers, il s'agissait pour les trafiquants de tester le dispositif de contrôle.

Alain Labrousse ■

1. Voir *La Gazette internationale des drogues*, n° 0 et n° 1 et *Drogues trafic international* n° 2.

2. UNDCP, *Global Impact of the Ban on Opium Production in Afghanistan*, July 2001 (second update)

3. *Miami Herald* du 23 septembre 2001.

BANGLADESH: géopolitique régionale et toxicomanie

Depuis les attentats dont les États-Unis ont été la cible, l'attention de la communauté internationale s'est focalisée sur l'Afghanistan et le Pakistan. On a rappelé que le mouvement des taliban avait été créé par le gouvernement pakistanais en 1994 et que, durant tout le conflit (1979-1992) entre communistes (et troupes russes jusqu'en 1989) et moudjahidin en Afghanistan, les services secrets de l'armée pakistanaise, ISI (Inter Services Intelligence), avaient eu, avec l'appui de la CIA, le monopole des livraisons d'armes et de fonds aux « combattants de la liberté ». Il est également établi que l'ISI a utilisé les profits tirés du commerce de l'héroïne⁴ pour financer ses opérations secrètes, en particulier en vue d'opérations de déstabilisation au Cachemire et au Pendjab indien.

Cette attention portée au Pakistan fait oublier l'autre grand pays musulman de la région, le Bangladesh (125 millions d'habitants). Bien que le parti au pouvoir jusqu'au mois d'octobre 2001, la Ligue Awami, ait entretenu de bonnes relations avec l'Inde, l'ISI pakistanais en collaboration avec des militaires bangladais, a monté des opérations de déstabilisation de ce pays. Elles ont abouti, le 17 avril 2001, à de sérieux affrontements militaires le long de la frontière de l'État indien de l'Assam. Selon des sources journalistiques au Pakistan, l'héroïne produite dans ce pays a commencé à transiter par le Bangladesh dès 1987, lorsque des contrôles plus stricts ont été imposés par les pays occidentaux à l'aéroport pakistanais de Karachi. Cette même année, le journal pakistanais *The Nation* affirmait que les services secrets des deux pays mettaient à profit cette nouvelle route pour alimenter leurs caisses noires.

Des officiers supérieurs du Bangladesh et un ancien président lui-même, auraient également tiré des profits personnels de ces trafics. Des quantités importantes de drogues d'origine pakistanaise (héroïne, haschisch), ou fabriquée sur place (drogues de synthèse, médicaments détournés) proviennent de l'Inde. Les problèmes croissants provoqués par les drogues au Bangladesh ont également pour origine des intérêts géopolitiques communs avec un autre grand producteur d'opiacés (et aujourd'hui de dérivés amphétaminiques), la Birmanie.

Les musulmans birmans, otages des trafics

Les relations avec la dictature de Rangoun sont, quant à elles, en grande partie conditionnées par l'affaire des réfugiés rohingya, une minorité musulmane originaire de l'Arakan, État birman frontalier du Bangladesh. En effet, en 1991-1992, plus de 250 000 rohingyas ont dû passer la frontière et trouver refuge à l'extrême sud du Bangladesh pour échapper à une répression sanglante menée par les militaires birmans⁵. C'est au lendemain de cet exode que la junte militaire a déployé sur la frontière une force spéciale, le Nasaka. Cette « armée bis » qui n'existe nulle part ailleurs en Birmanie, concentre tous les pouvoirs et contrôle (ou même organise), les trafics frontaliers légaux ou illégaux : bois, bambou, riz, drogues et autres marchandises exportées avec de juteux bénéfices vers le marché du Bangladesh. Cette frontière que le Nasaka est censé contrôler, s'avère être une passoire et surtout une source de profit considérable.

Côté bangladais, les forces armées en charge de la frontière tirent, elles-aussi, des bénéfices non négligeables des échanges avec l'État arakanais. Ainsi, depuis 1995, plus de 100 000 rohingyas n'ont rencontré aucune difficulté, moyennant bakchich, à passer la frontière alors que le rapatriement des réfugiés de 1991-1992 n'est toujours pas achevé. C'est dans ce contexte qu'en 1994, un birman appelé « Bogyi » Zahir Ahmed a été libéré de la prison de Dacca, la capitale, alors que l'ouverture de son procès paraissait

imminente. Arrêté un an plus tôt pour être entré illégalement dans le pays, il était soupçonné de se livrer au trafic d'opium, d'héroïne et de divers produits de contrebande. Il semble que son élargissement ait été le résultat de pressions exercées par la dictature militaire birmane, alors dénommée SLORC, dont il serait un agent très apprécié opérant dans les régions musulmanes. Les autorités du Bangladesh auraient cédé aux pressions birmanes pour ne pas risquer de faire échouer les négociations concernant le rapatriement des réfugiés rohingya vers la Birmanie. Ce qui n'a pas empêché un nouvel exode de ces derniers vers le Bangladesh à partir de 1996.

Consommation des drogues et inefficacité de la répression

L'impact des drogues au Bangladesh (130 millions d'habitants), producteur mineur d'opium et de haschisch, est donc très largement lié à sa situation géographique et à son rôle géopolitique. Au nord-ouest, de l'héroïne pakistanaise, des médicaments détournés de leur usage et des drogues de synthèse, essentiellement destinés au marché intérieur, sont introduits à partir du Népal, qui n'est séparé de l'Inde que par un corridor d'une centaine de kilomètres, et à partir de l'État indien du Bihar. De l'Est, arrivent les mêmes produits, en provenance de la Birmanie, soit via les États indiens du Meghalaya et de l'Assam au nord-est, du Mizoram et du Tripura à l'est ; soit directement par voie maritime dans le port de Chittagong, dans la région de Kirmaphuli et dans le delta de Jamua.

L'ouverture, en juillet 1998, du pont de Bangobondu sur la rivière Brahmaputra, qui a permis l'intensification des relations entre les deux

4. Voir par exemple Imran Akbar « Heroin: The Pakistan Connection », *Eastern Review*, Londres, janvier 1989; Lawrence Lifschultz, « Dangerous Liaison: The CIA-ISI Connection », *News line*, Karachi, novembre 1989; Alfred W. McCoy *The Politics of Heroin. CIA Complicity in the Global Drug Trade*, New York, Lawrence Hill Books, 1991, p. 436-493.

5. Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) : « Mission internationale d'enquête. Birmanie. Répression, discrimination et nettoyage ethnique en Arakan », n° 290, avril 2000.

parties du pays que cette voie d'eau divise du nord au sud, est un facteur de développement des trafics illicites de toute nature. La mise en place d'une ligne de bus régulière entre la ville indienne de Calcutta et Dacca en 1999 et la multiplication des routes entre le Népal et le nord-ouest du Bangladesh, vont dans le même sens. Un autre élément qui favorise cette fois les trafics de transit est l'exportation, chaque année, de dizaines de milliers de travailleurs en direction des pays du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est. En 1999, les saisies d'héroïne qui n'avaient jamais dépassé 20 kg, se sont élevées à 60 kg. En particulier 24 kg de cette drogue ont été ainsi découverts au cours d'une seule opération de la police des stupéfiants (*Department of Narcotics Control*) à Dacca, en septembre 1999. La drogue, en provenance de l'Afghanistan via l'Inde, a été saisie sur trois pakistanais dans un hôtel de la capitale.

Face à l'augmentation des menaces, la riposte des autorités est non seulement affaiblie par leurs intérêts géopolitiques, mais également par une corruption généralisée. L'organisme chargé de la lutte antidrogues, le *National Narcotics Control Board* (NNCB), après quasi deux ans d'inaction, ne s'est réuni qu'en novembre 1999 afin d'envisager les moyens à mettre en œuvre pour faire face « au fléau ». Le volume minime, pour ne pas dire dérisoire, d'héroïne saisie, en dépit de la conviction des services de police occidentaux que le Bangladesh est devenu un territoire de transit, s'explique d'abord, comme nous l'avons vu plus haut, par les rapports entre les militaires et leurs homologues birmans et pakistanais.

Le second facteur est la corruption endémique qui règne dans le pays. Le Département d'État américain, d'habitude très discret sur l'implication des gouvernements « amis » n'hésite pas à écrire dans le rapport sur les drogues de l'an 2000⁶ : « *La corruption parmi les hauts fonctionnaires et le personnel des forces de répression est généralisée au Bangladesh. Des faits anecdotiques et des compte-rendus de la presse suggèrent que des policiers et des fonctionnaires favorisent la contre-*

bande de toute sorte de produits, y compris des stupéfiants. Les cas de corruption sont rarement poursuivis et les fonctionnaires corrompus sont tout au plus suspendus ou renvoyés de leur poste. » Enfin, dernier élément qui entrave la répression, la violence endémique qui caractérise la vie politique et mobilise les forces de l'ordre. Ainsi, les récentes élections législatives remportées par l'opposition, ont fait plus de 150 morts.

L'usage traditionnel des dérivés du cannabis

Contrairement à celle de l'héroïne, la consommation des dérivés du cannabis, qui n'a été interdite qu'en 1987, est traditionnelle au Bangladesh où prévaut un islam relativement tolérant.

Les saisies de marijuana ont été de 724 kg en 1999 et de 4 t en 2000. Le cannabis pousse un peu partout mais la marijuana et le haschisch le plus réputés viennent de la région de Nator, près de la frontière indienne. Chaque année au mois de mai, des centaines milliers de fumeurs se rassemblent pour un grand « Festival du haschisch » dans le district de Bogra, au nord-ouest du pays. Les cérémonies, qui se déroulaient initialement sur le site du sanctuaire musulman de Hazrat Shah Sultan Balki, sont passées progressivement, à partir de 1986, sur celui du site bouddhiste de Mahasthangar. À cette occasion, hommes et femmes de toutes confessions dansent et fument durant toute la nuit. Des journalistes estiment qu'au moins une centaine de kilos de haschisch sont vendus à cette occasion (alors que le record annuel des saisies sur le plan national, de 12,2 kg, date de 1994. Elles ont été de 700 gr en 1999). La police surveille de loin la fête pour éviter les débordements, mais n'intervient pas. Dans le quartier populaire de *High Court*, à Dacca, « un sanctuaire musulman » est également un centre de distribution et de consommation. On vend les dérivés du cannabis le long des routes, dans les débits de thé et, d'une façon générale, dans les quartiers populaires.

Les autorités se montrent donc relativement tolérantes vis-à-vis de cette drogue, ce qui ne les empêche

pas de réaliser des saisies d'une centaine de tonnes de marijuana chaque mois. La répression est théoriquement plus sévère à l'égard du pavot et de l'opium. Ainsi, en mars 1999, l'armée a annoncé avoir mené une vaste opération de destruction du pavot (40 hectares) dans les jungles du sud-ouest du pays (Chittagong Hill Tracts), près des frontières avec l'Inde et la Birmanie. La même superficie avait été éradiquée l'année précédente dans la même région. Quelques semaines plus tard, les porte-parole militaires ajoutaient au bilan 650 kg de haschisch⁷ et quatre kilos de graines de pavot. Le zèle, relatif, de l'armée dans cette région n'est sans doute pas qu'elle a été longtemps le théâtre d'une insurrection ethnique qui a coûté 25 000 vies avant qu'un accord ne soit signé, en 1997, entre le Larma's Parbatya Chatta gram Jana Sanghati Samity et le gouvernement du Premier ministre, Cheikh Hasina Wajed.

Crise sociale et toxicomanie

Il n'existe aucune statistique fiable sur le nombre de consommateurs de drogues au Bangladesh. Selon un rapport du PNUCID datant de 1997, il se situerait entre 100 000 et... 1 000 000 de personnes. Les rares médecins s'occupant de toxicomanie attribuent le développement de la consommation des drogues à la pauvreté et au chômage. Trois millions de personnes à Dacca, soit près de 30 % de la population de la ville, vivent dans des bidonvilles ou des taudis au sein desquels règnent la criminalité et les trafics. Au point que le gouvernement a lancé un programme de « retour au village », en attribuant « entre 104 et 6 240 dollars » à chaque famille. Un million de volontaires auraient été identifiés. Mille familles ont repris le chemin des campagnes en mai 1999.

Cependant les drogues ne sont pas seulement vendues dans les quartiers insalubres des grandes cités,

⁶ United States Department of State, *op. cit.*

⁷ Cette saisie n'a apparemment pas été communiquée au PNUCID.

comme *Old Court House* à Dacca, mais également dans les universités. Une étude réalisée en 1989 révélait déjà que 68 % des étudiants mâles avaient déjà consommé une substance interdite. Une enquête du PNUCID en 1997 dans trois grandes villes, Dacca, Chittagong, un port du sud et Rajshahi, une ville frontière avec l'Inde, montre que 43 % des personnes interrogées ont eu des rapports avec les drogues ; 36 % avec l'alcool ; 26 % avec des dérivés du cannabis et 11 % avec le Phensedyl, un sirop pour la toux contenant du Prométhazine, de l'éphédrine et de la codéine. Cent treize mille bouteilles de ce produit ont été saisies en 1999 et 140 000 bouteilles en 2000. Interdit depuis le milieu des années cinquante, il est massivement exporté en contrebande par l'Inde. Certains indices donnent à penser qu'il commence à être fabriqué au Bangladesh. Un autre sirop en provenance de l'Inde est le Korex que l'on trouve surtout dans les villes frontières, mais également dans les grandes villes du pays. Chaque bouteille de 120 mg coûte environ 4,50 dollars. Les sédatifs vendus en tablette sont extrêmement répandus sous les noms d'Eunactine, Sedaxen et Sedil.

On les obtient en pharmacie sans ordonnance.

Parmi les drogues absorbées par voie orale, l'alcool est incontestablement celle qui fait le plus de ravages. Il s'agit en effet, dans un pays où sa consommation est théoriquement interdite, de produits frelatés, souvent mélangés à des boissons non alcooliques. Les épidémies mortelles ne sont pas rares. En 1998, une boisson de ce type a provoqué 70 morts dans le district de Gai Banda. Près de cent personnes ont perdu la vie et plusieurs centaines ont été gravement intoxiquées en mai 1999 à Narsingdi, une ville située à 35 km au nord-est de Dacca.

Les drogues injectées ne sont consommées que par moins d'un pour cent de la population. Parmi elles, la Pethidine est la plus utilisée. Elle est achetée dans les pharmacies ou détournée par le personnel des hôpitaux. On commence à la consommer jusque dans les zones rurales. La Buprénorphine, est appelée Madras, car elle est introduite en contrebande à partir de l'Inde. L'héroïne, en général du *brown sugar*, est le plus souvent inhalée, mais il existe également des cas d'injection. Elle vaut environ 1 dollar US la dose d'un puria (deux grains de riz).

Le problème des drogues injectées est qu'elles le sont avec des seringues partagées entre les toxicomanes ou même via des *shooting galleries* où un *shooter* officie avec la même seringue. À Dacca on a l'habitude d'aspirer un peu de sang avec la seringue pour diluer la drogue, ce qui augmente encore les risques de diffusion du Sida. Le nombre des personnes contaminées dans la capitale est officiellement estimé à plus de 7 000. La drogue n'est qu'un facteur aggravant de l'épidémie qui se développe surtout à travers la prostitution et le retour des travailleurs immigrés.

A L ■

Drogues

Trafic international

Bulletin électronique

Annexes

> Publication récente

Ibán de Rementería, *La guerra de las drogas. Cultivos ilícitos y desarrollo alternativo*, Bogota, Editorial Planeta, 2001, 249 p.

L'auteur, expert international français en matière de drogues vivant en Amérique latine, qui a travaillé pour de nombreuses institutions internationales parmi lesquelles le PNUCID, est connu pour ses thèses iconoclastes en la matière, présentées jusqu'ici au cours de conférences, séminaires, etc. Pour la première fois, la dimension d'un livre lui permet de les développer et de les appuyer par une batterie de statistiques officielles.

La première de ces thèses (p. 35 à 95) a trait aux causes du développement exponentiel des cultures illicites depuis une quinzaine d'années : tandis que les pays riches subventionnent leurs agricultures, les pays du tiers-monde sont obligés par les institutions internationales, notamment la Banque mondiale et le FMI, d'ouvrir leurs frontières aux importations de produits alimentaires. Ainsi, par exemple, en

1998, les subventions accordées par les pays de l'OCDE à leur agriculture ont fait que les prix de revient des produits agricoles y étaient en moyenne 59 % au-dessus de leur cours international et même 80 % dans le cas du riz, du lait et du sucre. Simultanément, les pays du Sud ont été obligés de lever les barrières tarifaires qui frappaient les importations de produits alimentaires. Ce qui fait qu'au Pérou par exemple, le riz importé d'Asie vaut 30 % de moins que celui qui est produit localement. Dans ces conditions, les agriculteurs des pays du Sud où les coûts de production sont de surcroît beaucoup plus élevés que dans le Nord, se tournent vers la culture des plantes à drogue (coca, cannabis, pavot, voire khat au Yémen, en Éthiopie et au Kenya) qui seules sont compétitives sur le marché international.

La seconde thèse de l'auteur consiste à démontrer l'argument selon lequel les

cultures de plantes illicites et le processus de leur transformation en drogues, constitueraient une menace majeure pour l'environnement (déforestation, pollution, etc.). Il montre d'abord que dans les 14 grands pays producteurs, les surfaces illicites ne dépassent pas, en moyenne 1 % des superficies cultivables. Les cultures licites sont une cause beaucoup plus importante de déforestation dans ces pays, et les atteintes à l'environnement proviennent essentiellement de l'abus d'engrais, de pesticides et, dans le cas de l'activité minière, des rejets des déchets dans les cours d'eau. À cela s'ajoute, comme dans le cas de la Colombie, l'usage aérien et massif d'herbicides, pour combattre les cultures illicites.

Les derniers chapitres du livre sont un plaidoyer pour le développement alternatif dont l'auteur connaît trop bien les échecs pour ne pas en fixer les conditions et les normes afin de le rendre effectif.

AL ■

Drogue Trafic International (DTI) se situe dans le champ de la « géopolitique de l'offre » tel qu'il est envisagé par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT). L'OFDT, dans un proche avenir, devra en effet alimenter l'OEDT d'informations et d'analyses sur ce thème. DTI se penche donc de façon prioritaire sur les réseaux alimentant l'Europe et la France; sur les politiques des pays européens ainsi que les sur les pays bénéficiant de la coopération de la France dans le domaine des drogues. Les sources d'information sont officielles (gouvernements, PNUCID/ODDCP, OICS, Interpol, etc.) ou proviennent de « correspondants »

de terrain (chercheurs, membres d'ONG, journalistes, etc.). Bien que les articles soient publiés sous la responsabilité de leurs auteurs, ils font l'objet préalable-ment de vérifications auprès de spécialistes, de recoupements, etc. En dépit de ces garanties, il est clair que « la géopolitique de l'offre » s'inscrit dans le cadre des sciences humaines et ne peut reposer (sauf en ce qui concerne les saisies ou les arrestations par exemple) sur les mêmes critères que les autres publications de l'OFDT. D'où l'inclusion d'une rubrique « mise au point » incluant d'éventuelles rectifications ou commentaires.

Rédacteur en chef: Alain Labrousse/Assistant du rédacteur en chef: Hassan Berber
Directeur de publication: Jean-Michel Costes
Création graphique et mise en page: Frédérique Million

Ce bulletin paraît tous les mois, une fois par trimestre sur support papier et deux fois sur trois comme bulletin électronique.

OFDT - 105 rue la Fayette - 75010 - Paris
Tél: 01 53 20 16 16
Fax: 01 53 20 16 00
E-mail: ofdt@ofdt.fr
Site web: www.drogues.gouv.fr

Prochaine parution: 6 novembre 2001
Contributions: date limite 26 octobre 2001